



ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

6° année / N°277

du 8 au 15 juillet 1988

POLITIQUE

L'URNG se prononce en faveur d'une solution politique
La date de la réunion URNG-CNR n'est pas encore fixée
Le Congrès amnistie des officiers impliqués dans le coup d'Etat
Un nouvel ambassadeur aux Etats-Unis
Des dissidents du parti majoritaire demandent des changements
Des changements dans la police
Le gouvernement crée une centrale syndicale
Des Espagnols demandent la poursuite du dialogue gouvernement-URNG

ECONOMIE

Augmentation du prix de l'essence
Augmentation du prix des médicaments
Des députés interpellent le ministre de l'Economie

INSURRECTION

500 actions de l'URNG

MOUVEMENT POPULAIRE

La manifestation de la UASP
Un accord dans les transports
Le mouvement étudiant prend fin
L'UNSI TRAGUA dénonce les menaces contre les étudiants
Les enseignants demandent une politique de contrôle des prix
Des étudiants : le gouvernement manque de volonté

DROITS DE L'HOMME

L'armée réprime
Un journaliste blessé par la police
quatre victimes de la violence
Le GAM reçoit le prix Bruno Kreisky
Un capitaine de la police des douanes assassiné

EGLISE

Concertation entre le gouvernement et les entrepreneurs
L'extrême-droite attaque l'archevêque

AOP. 12315

POLITIQUE

L'URNG SE PRONONCE EN FAVEUR D'UNE SOLUTION POLITIQUE

L'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) est favorable à l'élaboration d'une solution politique et juste pour parvenir à une véritable réconciliation démocratique de tous les Guatémaltèques, a affirmé la station de radio Voz popular dans son émission du 8 juillet.

L'émission signale en outre qu'alors que les propositions de dialogue avancées par le commandement général de l'URNG suscitent la sympathie de l'opinion publique et des secteurs politiques guatémaltèques, le gouvernement se refuse à en tenir compte.

Le gouvernement et l'armée ont rejeté les offres de cessez-le-feu de l'insurrection, démontrant ainsi leur refus de chercher une solution politique au conflit armé interne.

Les voyages continuels à Washington du ministre de la Défense, le général Hector Gramajo, ont pour but d'obtenir une aide militaire plus importante. La station de radio Voz popular se prononce contre l'amnistie proposée par le gouvernement aux révolutionnaires, car celle-ci est "immorale et trompeuse".

LA DATE DE LA REUNION URNG-CNR N'EST PAS ENCORE FIXEE

Le 10 juillet, le colonel Francisco Luis Gordillo, membre de la Commission nationale de réconciliation, a annoncé que le projet de rencontre entre la CNR et l'URNG n'était pas encore définitif.

La réunion devait en principe avoir lieu en mai ou en juin dans la capitale du Costa Rica ; la CNR a repoussé la date en raison de la tentative de coup d'Etat du 11 mai et des pressions gouvernementales et militaires.

LE CONGRES AMNISTIE DES OFFICIERS IMPLIQUES DANS LE COUP D'ETAT

Trois officiers de l'armée détenus et poursuivis pour leur participation à la tentative de coup d'Etat du 11 mai ont été libérés en vertu de la loi d'amnistie approuvée par le congrès de la république le 22 juin et entrée en vigueur le 8 juillet. Gustavo Adolfo Cifuentes, Miguel Acevedo Portillo, colonels, ainsi que le major Manuel Maria Gordillo, ont bénéficié de la mesure. Deux militaires à la retraite et le politicien d'extrême-droite Mario Castejon sont toujours en prison.

UN NOUVEL AMBASSADEUR AUX ETATS-UNIS

Un décret signé par le président Vinicio Cerezo et par le ministre des Relations extérieures Alfonso Cabrera a mis un terme aux fonctions de Oscar Ernesto Padilla Vidaurre en tant qu'ambassadeur du Guatemala a aux Etats-Unis, a-t-on appris de source officielle le 8 juillet. Padilla Vidaurre avait été nommé à ce poste en septembre 1986 ; d'autres fonctions diplomatiques lui seront attribuées.

DES DISSIDENTS DU PARTI MAJORITAIRE DEMANDENT DES CHANGEMENTS

Le Front national pour le changement démocrate-chrétien (FNDC) regroupe des dissidents de la Démocratie chrétienne guatémaltèque (DCG) ; ses membres ont demandé le 8 juillet que les mesures sur la libération des prix des articles de base et sur la dévaluation du quetzal ne soient pas appliquées.

La fraction dissidente du parti gouvernemental demande qu'il y ait concertation sur un nouveau pacte social et que s'engage un dialogue national auquel participeraient la presse, l'armée, l'insurrection, les partis politiques, les universités, les corps professionnels, les entreprises privées, les syndicats, les ligues paysannes, les coopératives et les associations. Le FNDC est dirigé par le député Otto Baechli et par l'ex-ministre de la Culture et des Sports Elmar René Rojas.

DES CHANGEMENTS DANS LA POLICE

Par décision du ministère de l'Intérieur en date du 11 juillet, la Brigade des renseignements et des narcotiques (BIEN, police politique) a été supprimée, son fonctionnement n'étant pas fondé juridiquement. Elle sera remplacée par la Direction des enquêtes criminelles (DIC).

La BIEN avait été créée pour remplacer le Département des enquêtes techniques, mis en place par le régime du général Rios Montt en 1982.

Le colonel à la retraite Anibal Mendez Cabrera remplacera le colonel Julio Caballeros Seigne à la direction de la police nationale. Le capitaine Arturo Guevara est nommé directeur adjoint. Carlos Enrique Salazar Bonilla est confirmé dans ses fonctions de directeur de la police des douanes.

LE GOUVERNEMENT CREE UNE CENTRALE

Le gouvernement du président Cerezo a annoncé le 10 juin la création de la Fédération syndicale des travailleurs de l'Etat (FESTE) pour représenter les intérêts des travailleurs du secteur public.

La création de la FESTE est due aux "mauvaises actions" de certains dirigeants, responsables de la "division" des organisations syndicales du secteur public.

DES ESPAGNOLS DEMANDENT LA POURSUITE DU DIALOGUE GOUVERNEMENT-URNG

Des personnalités politiques et des représentants d'associations de solidarité de la péninsule ibérique ont demandé au gouvernement guatémaltèque de continuer à dialoguer avec l'insurrection. La démarche amorcée à Madrid en octobre dernier apparaît comme une étape nécessaire pour qu' "il existe au Guatemala une véritable démocratie".

Cette démocratie doit garantir le respect des droits de l'homme, l'humanisation du conflit armé interne, la réalisation du dialogue national et l'arrêt des actions de l'armée contre la population civile non combattante.

Parmi les 29 signataires du document, on remarque le député au Parlement européen Antonio Gutierrez ; Fernando Merino, professeur de droit international à l'université de Saragosse ; Fernando Salas, président de la Commission contre la torture. La coordination des comités de solidarité de l'Etat espagnol avec le peuple du Guatemala, qui regroupe 14 organisations espagnoles et les comités internationalistes de Alicante et d'Euzkadi.

ECONOMIE

AUGMENTATION DU PRIX DE L'ESSENCE

Le 5 juillet, le ministre de l'Energie et des Mines Rolando Castillo Contoux a annoncé une augmentation du prix des combustibles de 25 Q. le litre. Le ministre justifie la décision gouvernementale par le fait que le prix de l'essence a été maintenu à 3,25 Q. pendant trois ans et que les autres combustibles n'ont pas augmenté ces deux dernières années.

AUGMENTATION DU PRIX DES MEDICAMENTS

Le 4 juillet, le député Carlos Gonzalez Quezada a dénoncé l'augmentation de 10% du prix des médicaments ; depuis le début de l'année les médicaments auront augmenté de 100%.
Les produits importés ont augmenté de 7% il y a trois mois et le seront encore de 10 et 12% en juillet.

DES DEPUTES INTERPELLENT LE MINISTRE DE L'ECONOMIE

Lizardo Sosa Lopez, ministre de l'Economie, désigné comme le principal responsable de la libération des prix et de la dévaluation de la monnaie, a été interpellé pendant plus de 22 heures au Congrès de la république. Le groupe démocrate-chrétien a évité le vote d'une motion de confiance.

INSURRECTION

500 ACTIONS DE L'URNG EN 1988

Le 8 juillet, la station de radio Voz popular, organe de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque, a dressé le bilan des 508 actions armées menées par l'insurrection depuis le début de l'année.
398 opérations militaires et 110 de propagande armée ont infligé à l'armée 1 212 pertes (morts et blessés) sous la forme de 38 combats, 52 attaques de postes fixes, 54 attaques de postes mobiles, 30 embuscades et 248 opérations de harcèlement. 15 hélicoptères et un avion de la Force aérienne guatémaltèque ont été avariés, 47 armes de guerre confisquées.
Au cours du mois de juin, l'armée a perdu 254 hommes, notamment lors de l'attaque et de la destruction partielle de la zone militaire n°18, dans le département de San Marcos.
D'autre part, l'armée a informé le 8 juillet du décès du pilote Edgar Rolando Villagran au cours d'un combat avec les insurgés dans la municipalité de Barillas, dans le département du Huehuetenango.

MOUVEMENT POPULAIRE

UNE MANIFESTATION DE LA UASP

6 à 10 mille personnes ont manifesté le 4 juillet dans les rues de la capitale pour protester contre la libération des prix des produits de base et la dévaluation de la monnaie nationale.
Au vu des résultats de la manifestation, la UASP, Unité pour l'action syndicale et populaire, a approuvé un plan de manifestations et autres mesures de protestation dans tout le pays.
Le Front des travailleurs du Peten et le Centre syndical de la côte Sud ont fait savoir le 7 juillet qu'ils s'uniraient à la UASP dans ses démarches.

UN ACCORD DANS LES TRANSPORTS

Les négociations entre les membres de l'Union des conducteurs de poids-lourds (UPPTPCC) et les entreprises de transport se sont conclues par un accord le 10 juillet, portant sur l'établissement d'un salaire minimum.

La grève des transporteurs avait commencé il y a 10 jours dans le sud du pays, en raison des bas salaires versés aux conducteurs ; elle a causé des pertes de plusieurs milliers de quetzales, a fait savoir le milieu des exportateurs.

Edgar Heinneman, président du Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF) a déclaré qu'il était "urgent" de trouver une solution au conflit, car l'importance des pertes causées aux industriels et aux commerçants aurait pu "provoquer une crise".

LE MOUVEMENT ETUDIANT PREND FIN

Le 8 juillet, le conflit surgi au sein des institutions d'enseignement secondaire a pris fin ; un étudiant est porté disparu et une jeune fille de 13 ans a été blessée par balle dans la capitale. Les étudiants protestaient contre le mauvais état des locaux qui n'ont pas été remis en état après les secousses sismiques de juin dernier. Baudillo Aguilar, étudiant à l'institut Rafael Aqueche, a disparu depuis le 6 juillet ; Elizabeth Mendoza a été blessée le 7 juillet alors qu'elle manifestait devant l'Institut Belen. La coordination des étudiants du secondaire (CEEM) a été reçue le 7 juillet par le ministre de l'Education Ricardo Gomez. Le document rédigé à l'issue de cette réunion a mis fin au mouvement de protestation.

L'UNSI TRAGUA DENONCE LES MENACES CONTRE LES ETUDIANTS

L'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSI TRAGUA) a dénoncé les menaces dont ont été victimes les dirigeants de l'Association des étudiants universitaires (AEU) de l'université de San Carlos, ainsi que les actes d'intimidation des autorités du ministère de l'Education à l'égard des étudiants du secondaire.

Lors de son assemblée générale, qui s'est tenue le 9 juillet dans la capitale, l'UNSI TRAGUA a estimé que la situation du pays était "grave".

LES ENSEIGNANTS DEMANDENT UNE POLITIQUE DE CONTROLE DES PRIX

Dans un communiqué diffusé le 8 juillet, le Syndicat des travailleurs de l'enseignement du Guatemala (STEG) demande au gouvernement de respecter les accords de mars dernier conclus avec l'Unité pour l'action syndicale et populaire (UASP) et de mettre en place une politique de contrôle des prix. Le STEG exige que l'armée reste dans le cadre des fonctions définies par la Constitution de la république ; il exprime son mécontentement au sujet des salaires élevés perçus par les officiers ; la libération des prix des produits de base représente "une charge de plus pour le peuple".

DES ETUDIANTS : LE GOUVERNEMENT MANQUE DE VOLONTE

Selon l'Association des étudiants de l'université de San Carlos, la rupture des accords conclus entre le gouvernement et les représentants des secteurs populaires met en évidence le manque de volonté politique du gouvernement. Le renforcement de l'armée et de la police, les menaces de mort à l'encontre de dirigeants populaires, la répression à la ville et dans les campagnes, les enlèvements et les disparitions, "ne répondent pas aux critères de la démocratie".

L'AEU s'élève contre la libération des prix et la dévaluation du quetzal, mesures qui ne répondent qu'aux intérêts des secteurs dominants, "alors que la majorité de la population se débat dans la misère".

DROITS DE L'HOMME

L'ARMEE REPRIME

Dans son émission du 8 juillet, la station de radio Voz popular, organe de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), a fait savoir que les forces gouvernementales avaient commis 138 actes répressifs au cours du mois de juin. On dénombre 102 assassinats, 13 enlèvements, 11 disparitions et 12 blessés.

La station a lancé un appel à l'insoumission aux jeunes guatémaltèques. Les militaires tentent d'enrôler la jeunesse en faisant campagne sur les places, les marchés, aux arrêts de transports collectifs et dans les fêtes.

UN JOURNALISTE BLESSE PAR LA POLICE

Le quotidien Prensa libre a dénoncé le 11 juillet l'agression dont a été victime le journaliste Nestor Hernandez Marroquin de la part des policiers. Celui-ci prenait des photographies d'une opération policière contre des acheteurs de dollars dans un centre commercial de la capitale. "Aux insultes et aux menaces ont succédé les voies de fait", précise le quotidien. Le journaliste a été frappé, son matériel confisqué. Il a été conduit au 7° corps de la police militaire, à l'endroit même où de nombreux citoyens ont déjà subi les sévices de la police.

QUATRE VICTIMES DE LA VIOLENCE POLITIQUE

Diego Osorio Tojin, 61 ans, et son fils Diego Osorio Cac, 20 ans ont été agressés à leur domicile et assassinés par balle par un groupe d'hommes non identifiés. Ces faits sont survenus dans le village de Xecaja, dans la municipalité de Santa Maria Chiquimula, dans le département de Totonicapan, (nord-ouest du pays).

Le 29 juin, Horacio Dagoberto Ticuru Mejia et David Horacio Gonzalez Galindo ont été enlevés dans la capitale.

LE GAM RECOIT LE PRIX BRUNO KREISKY

Le Groupe d'appui mutuel (GAM) aux proches des disparus a reçu le prix du "Dr Bruno Kreisky", pour son action dans le domaine des droits de l'homme et l'importance de sa lutte au sein de la société guatémaltèque. L'information officielle, en date du 8 juillet, précise que cette distinction est partagée avec l'Union nationale des travailleurs salvadoriens.

UN CAPITAINE DE LA POLICE DES DOUANES ASSASSINE

Le 7 juillet, Osmin Dardon, capitaine de la police des douanes, a été tué par balle près de la zone militaire N° 13, dans la ville de Mazatenango, chef-lieu du département du Suchitepequez (sud-ouest du pays). Les membres de la garnison militaire ne sont pas intervenus pour poursuivre les auteurs de l'attentat.

EGLISE

CONCERTATION ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES ENTREPRENEURS

Le 5 juillet, Prospero Penados del Barrio, archevêque de la capitale, a déclaré que les augmentations de prix des articles de base sont le résultat de réunions tenues à huis-clos entre le gouvernement du président Cerezo et le Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF). A la demande des deux parties, l'Eglise a mis fin à son rôle de médiateur, et les négociations se sont déroulées à

l'exclusion des autres secteurs. "La conséquence en est naturellement l'appauvrissement des plus pauvres et l'enrichissement des plus riches".

L'EXTRÊME-DROITE ATTAQUE L'ARCHEVEQUE

Le 10 juillet, les membres de l'Eglise catholique de toutes les paroisses du pays ont dénoncé la campagne de désinformation menée par certains hommes politiques de l'extrême-droite contre l'archevêque de la capitale, Monseigneur Prospero Penados del Barrio, accusé de professer "une idéologie communiste". Les groupes politiques d'extrême-droite affiliés au Mouvement de libération nationale (MLN) ont de plus tenté de convaincre un évêque étranger ultra-conversateur, Marcel Lefebvre, de se rendre en tournée en Amérique centrale. Les membres de l'Eglise guatémaltèque invitent les catholiques à rester vigilants et à lutter contre les divisions au sein de l'Eglise.